

Les atouts de l'initiative locale

Les villes et les villages sont les mieux placés pour observer les habitudes des habitants, accueillir les actions citoyennes, impulser de nouvelles dynamiques et accompagner l'évolution des modes de vie



MARION ROUSSET

C'est un travail de fourmi qui commence à peine à se coordonner. En 2017, le premier sommet international des «*fearless cities*» s'est tenu à l'université de Barcelone. Ces «villes sans peur» se sont regroupées sous la bannière du «municipalisme» – une théorie en vogue qui plaide pour investir l'échelon municipal, face à des Etats bien en peine d'imaginer une société post-croissance, plus verte et plus équitable. «*Les villes et les villages peuvent servir de tremplin pour opérer une transition écologique et économique*», estime ainsi le Québécois Jonathan Durand Folco, docteur en philosophie et professeur à l'École d'innovation sociale de l'université Saint-Paul d'Ottawa.

« Les villes ont une capacité de résistance aux lobbys plus forte que les instances nationales »

ÉRIC PIOLLE
maire de Grenoble

De fait, les communes et les intercommunalités ont des atouts indéniables. D'abord parce que le transport, le logement, la gestion des déchets comme celle des espaces verts sont en général de leur compétence juridictionnelle. Mais aussi parce qu'elles sont plus proches des citoyens et de leurs besoins : «*Quand des habitants se réapproprient les institutions municipales pour utiliser leur pouvoir d'agir, ils peuvent soulever des montagnes. Au Québec, des groupes de citoyens se sont mobilisés dans des conseils municipaux, si bien que 136 villes ont pris position contre un projet d'oléoduc pourtant soutenu par des industriels influents au niveau des Etats*», poursuit le jeune chercheur. L'an dernier, il a fait une apparition remarquée à Grenoble. Au point que son essai

– *A nous la ville!* *Traité de municipalisme* (Ecosociété, 2017) – est devenu la bible d'Eric Piolle, le maire de cette cité alpine. «*Je l'ai truffé de marque-pages!*», s'exclame-t-il.

Parmi les initiatives dont l'élu écologiste est le plus fier : le lancement d'une centrale photovoltaïque installée sur une ancienne mine de charbon. Tout un symbole. Côté transports, les voies piétonnes et cyclables se sont étendues, le nombre de vélos en location a été multiplié par deux, les bus fonctionnant au diesel ont disparu, trois nouvelles lignes de tramway ont été inaugurées, la flotte automobile de la ville s'est réduite à l'essentiel, les véhicules de fonction ont été supprimés... «*Nous mettons en œuvre des projets concrets, poussés par nos citoyens, qui étaient plus de 10 000 à marcher pour le climat en décembre*», se félicite Eric Piolle. Et de préciser : «*Les villes ont une capacité de résistance aux lobbys plus forte que les instances nationales.*»

«**SOLUTIONS ADAPTÉES**»

Candidate au titre de « capitale verte européenne », Lille tente elle aussi d'impliquer les habitants, en organisant des « conversations carbone » : un groupe d'échange de pratiques qui s'inspire d'une initiative menée au Royaume-Uni depuis dix ans, pour accompagner les Lillois vers un mode de vie plus sobre en CO₂. Confrontée à de fréquents pics de pollution aux particules très fines, la ville s'est promis de réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, lorsqu'elle a signé, en 2017, la nouvelle Convention des maires pour le climat et l'énergie. Pour y parvenir, elle bat plusieurs fers à la fois : rénover le parc social et soutenir les chantiers de rénovation dans le privé, diminuer la part de diesel dans la flotte municipale, développer l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures municipales, généraliser les limitations à 30 km/h... «*Les enjeux de Lille, qui est une ville dense et minérale, ne sont pas les mêmes qu'à Nantes, Bordeaux ou Grenoble. Chaque ville est obligée de trouver des solutions adaptées à son histoire et à sa géographie, et c'est ce qui donne de la force au municipalisme, qui part du terrain*», argumente Audrey Linkenheld,

«**DÉSÔBÉISSANCE CIVILE**»

Son logo : un sablier dans un cercle représentant la Terre. Son slogan : «*We don't have time*» («*On n'a plus le temps*»). Né il y a quelques mois en Grande-Bretagne, Extinction Rebellion ne se contente pas de participer sagement aux marches pour le climat, qui se multiplient partout dans le monde. Inspiré par la lutte pour les droits civiques des Noirs américains, ce mouvement de désobéissance civile en appelle à l'action non violente – par exemple, bloquer la circulation sur les principaux ponts de Londres – pour dénoncer la passivité des politiques au regard de l'urgence écologique. Prêts à aller en prison, ses membres ont reçu en octobre le soutien d'une centaine d'universitaires britanniques – rejoints deux mois plus tard par autant d'intellectuels internationaux, parmi lesquels le linguiste américain Noam Chomsky et l'essayiste canadienne Naomi Klein. Extinction Rebellion pose trois exigences : que le gouvernement dise la gravité de la situation ; qu'il prenne des mesures pour réduire à zéro les émissions de dioxyde de carbone d'ici à 2025 ; que soit créée une assemblée citoyenne qui travaillerait avec les scientifiques pour superviser les changements.

conseillère municipale déléguée à la mixité et à l'innovation sociale.

Est-ce à dire que l'avenir du climat se joue désormais au cœur des villes ? Une chose est sûre : le pouvoir des Etats est de plus en plus concurrencé par un fourmillement d'initiatives locales qui traduisent un désir d'avancer ici et maintenant sur les dossiers

en jachère. «*Face à l'essoufflement du projet néolibéral, qui s'accompagne d'une crise de la représentation et d'une défiance envers les élites, on a vu émerger un mouvement qui essaie d'opérer des transitions au niveau local. Il traduit une forme d'urgence d'agir contre le changement climatique*», analyse Jonathan Durand Folco. *La ville offre aux gens l'opportunité de retrouver un pouvoir d'agir sur leur vie. Ils peuvent y expérimenter de nouvelles formes de démocratie directe.* » Très directes, parfois.

Ainsi le mouvement des « transitionneurs » – lancé en 2005 par le Britannique Rob Hopkins dans la petite cité anglaise de Totnes – s'appuie-t-il sur un principe d'auto-organisation citoyenne. Face au réchauffement climatique, ce professeur de permaculture se met en tête de trouver des solutions et de revisiter le mot d'ordre de la culture punk «*DIY*» (Do it yourself). Car «*plus vous montez dans la hiérarchie du pouvoir et des institutions, de l'Etat évidemment, plus l'imagination s'évapore!*», affirme-t-il dans la revue *Vacarme*. Cette expérience a servi de rampe de lancement à tout un réseau de « villes en transition » au sein desquelles des habitants se forment pour installer des panneaux photovoltaïques sur les toits d'un quartier de HLM, lèvent des fonds, cultivent des jardins partagés, créent des écoquartiers... Une énergie citoyenne qui trouve parfois un débouché politique dans le municipalisme, comme à Ungersheim, en Alsace, où les «*agents de l'Etat parlent comme des transitionneurs*», observe Rob Hopkins.

Mais attention. La France n'est pas l'Allemagne, ni même l'Angleterre, l'Espagne ou la Suisse. Jo Spiegel, membre du parti Place publique (lancé cet automne par plusieurs personnalités, dont Raphaël Glucksmann) et maire de Kingersheim, une petite commune du Haut-Rhin située à quelques kilomètres de Mulhouse, est aussi un animateur du plan climat : «*Nous vivons dans un vieux pays très jacobin. En Suisse, on réalise au niveau national ce qu'on ne peut pas faire localement. Chez nous c'est l'inverse!*», s'exclame-t-il. Une façon d'ignorer que «*les intercommunalités sont le lieu de communautés de destin*». ♦